Le rôle des associations antillaises et du Parti communiste français dans la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité

The Role of French Caribbean Associations and the French Communist Party in the Recognition of Slavery as a Crime Against Humanity

Johann Michel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/etudesafriaines/21838>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.21838

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2018

Pagination : 103-126

ISBN : 978-2-7132-2741-7

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Johann Michel, « Le rôle des associations antillaises et du Parti communiste français dans la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 229 | 2018, mis en ligne le 15 mars 2020, consulté le 21 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/21838> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.21838>

Le rôle des associations antillaises et du Parti communiste français dans la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité

Du fait de la place dévolue à la mémoire de la Shoah en France depuis les années 1980, l'extension de la reconnaissance juridique du crime contre l'humanité à d'autres causes mémorielles, comme la déportation en esclavage, est loin d'aller de soi. D'une mémoire en partie déniée ou occultée, la Shoah est devenue peu à peu sanctuarisée. Étendre la labellisation juridique du génocide ou du crime contre l'humanité à d'autres tragédies collectives comme l'esclavage pourrait relativiser l'unicité de l'Holocauste.

Deux facteurs principaux ont toutefois permis d'ouvrir des fenêtres d'opportunité pour envisager autrement la mémoire de l'esclavage : d'une part, la mise en œuvre du programme « La route de l'esclave » orchestré par l'UNESCO en 1994, d'autre part, les commémorations françaises du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage en 1998. Prédomine en effet jusqu'alors une mémoire officielle centrée sur la reconnaissance de la République héroïque qui a libéré les esclaves de leurs chaînes en 1848. Cette mémoire officielle, encore prégnante au cours des commémorations officielles du 150^e anniversaire de l'abolition (Chivallon 2012) a clairement pour effet de minorer ou d'occulter la tragédie de l'esclavage elle-même (Cottias 1997). C'est pourtant au cours de l'année commémorative de 1998 que la mémoire officielle abolitionniste est sérieusement contestée par des associations dans l'objectif de publiciser d'autres conceptions de la mémoire centrées sur les victimes de l'esclavage.

À partir d'un cadre théorique inspiré par l'analyse des politiques publiques et par la sociologie pragmatiste des problèmes publics¹, la présente contribution

1. La sociologie pragmatiste des problèmes publics cherche à étudier les processus par lesquels un état du monde est perçu et traité comme problème par un ensemble d'acteurs sociaux et politiques. La référence la plus importante de la sociologie des problèmes publics est l'étude pionnière de J. GUSFIELD (2009 : 2-25).

visé à analyser en profondeur la problématisation et la publicisation l'esclavage comme crime contre l'humanité, jusqu'à sa mise à l'agenda parlementaire. Notre étude pivotera autour de deux questions centrales : Quels ont été les acteurs et les espaces publics qui ont contribué à problématiser l'esclavage comme crime contre l'humanité ? Quels ont été les médiateurs et les relais politiques qui ont permis la mise à l'agenda de la loi qui reconnaît la Traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité ?

Une part de la littérature scientifique (Gross 2012 ; Fleming 2012) insiste, à juste titre, sur le rôle des élus ultra-marins comme agents médiateurs ; Christiane Taubira, alors députée de Guyane, en est la personnalité charismatique. L'hypothèse parfois défendue selon laquelle cette mobilisation coïncide avec l'émergence d'une « conscience noire » en France (Gueye 2011) est toutefois contestable. Tout d'abord, le métissage et l'imaginaire coloriste dans les anciennes colonies esclavagistes françaises interdisent de plaquer des analyses issues d'autres espaces politiques et culturels (Bonniol 1992). En second lieu, il est indéniable que les élus ultra-marins de l'époque s'identifient plus volontiers comme nationalistes, indépendantistes ou départementalistes, et non comme les représentants d'une minorité raciale.

Tout en montrant l'importance du tissu associatif et des élus ultra-marins dans la mise à l'agenda de la loi qui reconnaît l'esclavage comme crime contre l'humanité, notre contribution vise également à mettre en lumière le rôle équivoque joué par le Parti communiste français (PCF), du moins certains de ses élus, dans ce processus. Ce rôle est généralement minoré, si ce n'est ignoré, dans la littérature scientifique. Il s'agit en somme de donner des pistes de réflexion permettant d'éclairer ce changement substantiel de positionnement qui a eu un effet direct sur les politiques de la mémoire en France (Michel 2015) : la reconnaissance juridique de l'esclavage comme crime contre l'humanité a été un instrument d'action publique central dans le passage d'une mémoire officielle abolitionniste à une mémoire officielle centrée sur les victimes².

La labellisation³ de l'esclavage comme crime contre l'humanité

L'année 1998 constitue une année charnière s'agissant des politiques de la mémoire relatives à l'esclavage. Jamais les pouvoirs publics métropolitains

2. Notre étude s'appuie sur deux catégories de sources : d'une part, les archives (archives des débats parlementaires, archives du Secrétariat d'État à l'Outre-mer, archives du Sénat, archives du PCF, archives d'associations antillaises), d'autre part, des entretiens semi-directifs réalisés entre 2011 et 2013 avec des responsables associatifs et des cadres du PCF.
3. Sur les effets sociaux des labellisations et des catégorisations, voir la contribution de V. ROUSSEL (2010).

n'ont manifesté autant d'attention à l'événement⁴, en comparaison notamment des commémorations du centenaire de l'abolition de l'esclavage en 1948 qui se sont résumées à une cérémonie à la Sorbonne en présence du président de la République (Vincent Auriol) et des députés Aimé Césaire, Gaston Monnerville et Léopold Senghor.

Le président de la République, Jacques Chirac, s'en tient surtout à une allocution commémorative le 23 avril 1998 au palais de l'Élysée⁵ pour célébrer avant tout les pères des deux abolitions (l'Abbé Grégoire et Victor Schœlcher). De son côté, le Sénat multiplie les initiatives, à compter du printemps 1998, comme l'hommage solennel en séance publique rendu aux abolitionnistes républicains (le 28 avril)⁶. La même matrice abolitionniste prédomine clairement au sein de la droite présidentielle et sénatoriale : célébrer la République et ses vertus dans le processus abolitionniste et passer largement sous silence le passé esclavagiste de la France.

Les actions mémorielles les plus significatives sont venues du Gouvernement Jospin, grâce à la mise en place, à la fin de l'année 1997, d'une mission interministérielle, confiée à Daniel Maximin⁷, pour la célébration du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage. L'accent mis par l'État sur la reconnaissance des luttes anti-esclavagistes, sur l'apport créatif des sociétés ultra-marines à la société française constitue assurément une nouveauté dans les discours officiels métropolitains sur la mémoire de l'esclavage. C'est le cas notamment au cours du déplacement de Lionel Jospin dans la commune de Champagny et au Fort-de-Joux (où mourut Toussaint Louverture). Force est cependant de constater que la reconnaissance des victimes de l'esclavage ne figure pas à l'agenda des politiques mémorielles gouvernementales au cours des commémorations de 1998. La reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité n'est pas encore à l'ordre du jour.

Le travail de catégorisation de l'esclavage et de la Traite comme crime contre l'humanité s'est réalisé en dehors de l'appareil étatique et des partis

4. La situation est différente dans les DOM qui disposent depuis la loi de juin 1983 d'une journée commémorative et chômée pour commémorer l'abolition de l'esclavage chaque année (la commémoration officielle locale variant en fonction des dates choisies initialement par les conseils généraux des départements ultra-marins).

5. Archives de l'Élysée, <<http://discours.vie-publique.fr/notices/987000146.html>>.

6. Les archives de ces manifestations ont été consignées dans un recueil de documents édité par le Sénat (*Recueil de documents afférents aux principales manifestations organisées par le Sénat pour la commémoration du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage*, Sénat, novembre 1998). Ce texte est disponible à l'espace Librairie du Sénat.

7. Poète, essayiste et romancier, Daniel Maximin est né en Guadeloupe en 1947. Après des études de lettres et de sciences humaines à la Sorbonne, il a notamment été directeur littéraire aux éditions Présence Africaine. Il est directeur régional des affaires culturelles en Guadeloupe en 1989.

politiques métropolitains. C'est au sein du secteur associatif que l'essentiel a été réalisé. Deux ensembles d'acteurs ont joué un rôle promoteur : les uns issus de membres de l'élite africaine, les autres venant des Antilles. Des initiatives, encore isolées, ont été menées avant 1998 par des acteurs issus de la diaspora africaine en France pour faire reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité. Cette action à l'échelle nationale prend racine, dès le début des années 1990, dans un contexte international plus large, et notamment panafricain. L'un des premiers mouvements en faveur des réparations et pour la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité est né au sein de l'Organisation de l'Unité africaine (OAU), en particulier lors d'un colloque qui s'est tenu à Abuya au Nigéria le 28 juin 1992 (Howard-Hassmann 2004). C'est dans ce contexte qu'Assani Fassassi⁸ cherche à transférer cette problématisation panafricaine de l'esclavage en France, sans grand succès à l'époque. Pour accroître la visibilité de cette cause mémorielle, le Professeur Assani Fassassi fonde en 1994 le COFFAD (Collectif des filles et des fils d'Africains déportés) dont l'intitulé rappelle explicitement le nom de l'association fondée en 1979 par Serge et Béate Klarsfeld (Fils et filles des déportés juifs de France, les FFDJF). Cette association se présente comme un *lobby* dont « le but est d'œuvrer pour l'émancipation de l'Afrique et pour la réhabilitation de la mémoire des Africains, victimes des Déportations et de la Traite Négrière Transatlantique durant les siècles d'esclavage »⁹.

Le COFFAD acquiert une plus grande visibilité dans l'espace public mémoriel, au moment des commémorations de 1998, notamment en organisant à l'UNESCO un colloque sur deux journées (du 6 au 7 mai) sur le thème « La traite négrière, un crime contre l'humanité ? »¹⁰. Ce colloque signe un rapprochement entre les entrepreneurs de mémoire antillais et africains qui convergent vers une même lutte pour la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité. Il rassemble différents types d'acteurs : des acteurs politiques (le député indépendantiste antillais Camille Darsières et Barbara Masekela, ambassadeur d'Afrique du Sud à Paris), des universitaires francophones (Louis

8. Assani Fassassi, résidant en France à l'époque, se présente comme béninois, professeur de sociologie politique (il semble qu'il ait exercé ce métier pendant six ans à Tripoli). Il retourne au Bénin en 1991 pour participer aux élections présidentielles. Assani Fassassi est, par ailleurs, secrétaire général de la Fédération française des associations islamiques d'Afrique, des Comores et des Antilles (FFAIACA). Il a été nommé chargé de mission du Conseil français du culte musulman (CFCM). Voir notamment <<http://www.panapress.com/Assani-Fassassi-nomme-charge-de-mission-au-CFCM--13-692398-18-lang1-index.html>>.

9. <<http://remy.clarac.free.fr/francais/actions.htm>>.

10. Le fait que ce colloque eut lieu à l'UNESCO n'est point un hasard car, comme on l'a vu, le rôle pionnier de cette institution dans la visibilité internationale de la mémoire de l'esclavage s'exprimait à travers le programme « La route de l'esclavage » dès 1994 au Bénin.

Sala-Molins, Babacar Sall, Tonde Bew Aji), des responsables associatifs dont les époux Romana (Viviane Romana, au titre également de psychologue), des responsables religieux (le père Pierre Lacroix, Dam Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la mosquée de Paris, le pasteur Jean Tartier de la Fédération protestante de France, René Samuel Sirat, grand rabbin de France), ou des avocats comme Jacques Vergès¹¹.

Les autres espaces de problématisation¹² de l'esclavage et de la Traite comme crimes contre l'humanité s'opèrent dans des réseaux très majoritairement antillais, dont certains installés en Métropole. Ce sont les commémorations officielles de 1998 en Métropole qui incitent des intellectuels antillais à donner une autre voix de la mémoire de l'esclavage. L'autoglorification de la République abolitionniste dans les mises en scènes officielles ne passe plus auprès de cette élite qui entend construire un nouveau récit de l'esclavage.

C'est le cas au cours du colloque international organisé à la Sorbonne du 11 au 13 mars 1998 en hommage à Édouard Glissant. Si l'essentiel des interventions est dédié à l'œuvre littéraire de l'écrivain antillais, une table ronde intitulée « De l'esclavage au Tout-Monde », organisée le mercredi 11 mars 1998, réunit notamment Édouard Glissant, Patrick Chamoiseau et Wole Soyinka. De ces débats¹³, il ressort que la « pensée de la créolisation » développée dans l'œuvre de Glissant et reprise par Chamoiseau fait office de matrice de sens appelée à problématiser autrement le « trouble » de la mémoire de l'esclavage : la singularité des sociétés créoles est qu'elles sont nées d'un crime fondateur qui n'a toujours pas été reconnu à sa mesure.

Un autre événement d'ampleur, plus populaire, a lieu au cours de la marche du 23 mai 1998 qui réunit à Paris entre 20 000 et 40 000 manifestants (principalement issus de la diaspora antillaise). Cette marche constitue une mobilisation collective inédite contre les commémorations officielles de 1998. Les principaux organisateurs, Serge Romana, Viviane Romana et Emmanuel Gordien, viennent au départ de la mouvance nationaliste et marxiste guadeloupéenne (de l'AGEG : Association générale des étudiants guadeloupéens)¹⁴. Ils ont œuvré dès le milieu des années 1980 à Paris pour entreprendre un travail

11. <<http://remy.clarac.free.fr/francais/resolu.htm>>.

12. Problématiser signifie ici attirer l'attention d'acteurs publics sur une situation jugée anormale, demander aux acteurs publics de résoudre un « problème » (KINGDON 1984).

13. Les actes du colloque ont été publiés (CHEVRIER 2000).

14. Serge Romana est généticien, docteur en médecine et professeur à l'hôpital Necker à Paris ; Emmanuel Gordien, ancien président de l'AGEG, est docteur en médecine et en sciences, maître de conférences des universités et praticien hospitalier au CHU Avicenne de Bobigny. Il a été nommé membre du Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage en 2013. Viviane Romana, docteur en psychologie clinique, travaille au centre G. Devereux, conseillère régionale d'Île-de-France (Parti socialiste).

de mémoire sur la question de l'esclavage. La reconnaissance juridique de l'esclavage comme crime contre l'humanité n'était certes pas leur priorité dans les années 1980 à l'époque où il s'agissait avant tout de rendre hommage à leurs ancêtres, victimes de la Traite et de la servitude.

Les commémorations de 1998 sont pour ces militants l'occasion de promouvoir d'autres matrices mémorielles de l'esclavage. Le problème qui se pose à ces entrepreneurs de mémoires consiste à fédérer le plus grand nombre d'associations et de « personnalités » à leur « cause » pour faire poids face aux autorités officielles. Le fait de placer leur combat sur un terrain culturel, et plus précisément mémoriel, comporte un objectif stratégique d'importance : fédérer les « descendants d'esclaves », assurer une « coalition de causes » autour de la célébration des ancêtres et neutraliser politiquement les conflits endémiques qui opposent dans les DOM, les départementalistes, les autonomistes et les indépendantistes :

Au cours de la première réunion que nous avons organisée le 23 janvier 1998 à Paris pour savoir ce que nous devons faire pour les commémorations du 150^e anniversaire, vous ne pouvez pas savoir les oppositions qu'il y avait entre tous ces courants politiques. C'était un vrai capharnaüm. Lorsque nous avons parlé de rendre hommage à nos aïeux, les conflits se sont apaisés (entretien avec S. Romana, le 28 janvier 2012).

La problématique mémorielle de la filiation se voulait la stratégie la moins clivante, politiquement parlant, parmi les militants issus des territoires ultra-marins (surtout d'origine antillaise) au moment où il s'agissait de rassembler des associations dans un front unitaire pour commémorer la tragédie de l'esclavage¹⁵. À l'issue de cette première réunion, au départ à l'initiative de l'association Bwa Fouyé fondée par les Romana, est créé un « comité pour une commémoration unitaire du cent cinquantième de l'abolition des Nègres dans les colonies françaises ». À la suite de cette réunion, est actée l'organisation d'une journée de réflexion sur « le devoir de mémoire des descendants d'esclaves le 2 mai 1998 » et la programmation d'une « marche silencieuse à Paris le 23 mai 1998 » :

15. Parmi les signataires du Comité pour une commémoration unitaire du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage des nègres dans les colonies françaises, on retrouve une majorité d'associations culturelles antillaises d'Île-de-France (également de Marseille), des associations locales créées à l'occasion des commémorations du 150^e anniversaire (Comité pour la commémoration de l'abolition de l'esclavage de Cergy ou de Savigny) ainsi que des « personnalités » littéraires et culturelles (E. Glissant, P. Chamoiseau, G. Germain, F. Vergès). Source : archive interne du CM98.

Qui d'autre qu'eux, descendants de filles et fils d'esclaves, peut le mieux honorer la mémoire de leurs grands-parents qui ont vécu et se sont battus, des siècles durant, contre la plus détestable et effroyable exploitation de l'homme par l'homme avec son cortège d'humiliations, de sévices et de dépersonnalisation ? Ce cent-cinquantième de l'abolition de l'esclave de l'esclavage des Nègres dans les colonies françaises est l'occasion inespérée de restituer enfin à nos grands-parents leur dignité volée et leur statut d'être humain confisqué. Commémorer cette abolition de l'esclavage constitue aujourd'hui pour les Guadeloupéens, les Guyanais, les Martiniquais et les Réunionnais un devoir de mémoire¹⁶.

Contre ce qui est vécu comme un mépris par celles et ceux qui se présentent comme « descendants d'esclaves », le comité organise la fameuse marche silencieuse à Paris le 23 mai 1998. Au cours de cette manifestation, il s'agit désormais d'exiger la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité et l'érection d'un mémorial place des Antilles à Paris. La présence du COFFAD au cours de cette marche a pesé sur la revendication de la labellisation de l'esclavage comme crime contre l'humanité, alors qu'elle n'était pas initialement centrale parmi les fondateurs de ce mouvement.

Le succès de cette manifestation, par le nombre de participants, est sans précédent et surprend, par son ampleur, les principaux coordinateurs de cette marche. La marche silencieuse du 23 mai constitue le premier temps fort des mobilisations collectives en faveur d'une mémoire alternative de l'esclavage en France. Ces nouvelles conceptions de l'esclavage, d'abord élaborées dans le cadre étroit du champ interne à l'ethnopsychiatrie (sous l'égide de Viviane Romana) et de l'association Bwa Fouyé, acquièrent une visibilité inédite dans l'espace public. C'est en souvenir de cette mobilisation que les principaux organisateurs décident de fonder une institution pérenne (le CM98) pour promouvoir la reconnaissance de la mémoire de l'esclavage en France.

Intermédiaires et médiateurs d'une nouvelle mémoire de l'esclavage

Malgré l'impact de cette mobilisation collective, malgré l'influence de Glissant et de Chamoiseau qui va au-delà des cercles littéraires, il y a un pas entre la problématisation de nouvelles matrices de sens dans des cénacles littéraires réservés aux spécialistes et leurs éventuelles traductions dans les espaces parlementaires. Des espaces intermédiaires, des médiateurs privilégiés et des professionnels de la traduction sont nécessaires pour passer du trouble ressenti

16. Extrait du manifeste « Pour une commémoration unitaire du cent-cinquantième de l'abolition de l'esclavage des Nègres dans les colonies françaises », le 29 janvier 1998, Archive privée de l'association Bwa Fouyé.

et exprimé par un micro-public éclairé à la problématisation de la mémoire de l'esclavage dans les grands espaces politiques et publics.

On peut analyser, au moins rétrospectivement, la création en Martinique en 1997 du Comité devoir de mémoire (CDM) comme un tel espace d'intermédiation. Le CDM est fondé par Serge Chalons, médecin (membre de Médecins du monde) et membre du Mouvement des autonomistes et progressistes (proche du Parti populaire martiniquais fondé par Césaire) et par Christian Jean Étienne, géographe, professeur à l'IUFM aux Antilles.

Le comité va servir d'espace intermédiaire entre les espaces littéraires où s'inventent de nouveaux récits de la mémoire de l'esclavage et les assemblées parlementaires où se discuteront les projets de loi relatifs à la reconnaissance de l'esclavage comme crime. Ce comité permet la rencontre entre des écrivains et des professionnels de l'identité antillaise (P. Chamoiseau et É. Glissant rejoignent le Comité dès sa formation), des professionnels du droit qui vont contribuer à traduire cette reconnaissance mémorielle dans les termes juridiques du crime contre l'humanité et poser notamment le problème des réparations (Emmanuel Jos, juriste, professeur de droit public à l'Université des Antilles, jouera cette fonction), et des acteurs politiques locaux (proches des mouvements nationalistes) et nationaux (Christiane Taubira sera présente aux colloques organisés par le Comité).

Ce comité met en œuvre en 1998-1999 une série de colloques sur la question de l'esclavage comme crime et sur la question des réparations. Ces colloques peuvent être considérés comme de véritables « forums »¹⁷ qui réunissent des « experts » et des « praticiens »¹⁸. Parmi les « experts », on trouve des historiens (Myriam Cottias, Suzy Castor, Édouard Delepine...) et des

17. La notion de « forum » a été développée pour montrer que les débats autour des politiques publiques qui se produisent dans des espaces discursifs répondent à des règles et à des logiques propres. Les controverses ne se jouant pas de la même manière d'un forum à l'autre. L'un des enjeux consiste cependant dans les opérations de traductions qui se font d'un forum à l'autre. Ainsi le forum scientifique obéit à une logique de l'excellence académique, alors que le forum de la communication politique obéit à la logique de la conservation et de la conquête du pouvoir (JOBERT 1994).

18. En sociologie de l'action publique, les experts « ont pour caractéristique de ne pas être en prise directe avec la formulation des politiques : universitaires, spécialistes auprès des organisations internationales ou des différents *lobbies* qui participent à la définition des politiques à travers différentes formes de pression, de consultation. Leur rôle est important dans la mesure où ils contribuent à définir le cadre cognitif — et, en réalité, normatif, les deux dimensions ne sont pas séparables — des politiques » (MÜLLER 2005 : 184). Par opposition aux experts, si l'on suit toujours la définition qu'en donne P. Müller, les modalités des praticiens (acteurs politiques, hauts fonctionnaires, dirigeants d'entreprise, responsables d'organisations professionnelles, syndicales ou de mouvements sociaux) ne consistent « pas à théoriser le nouvel état du monde, mais à agir sur le changement » (*ibid.* : 185).

juristes (Emmanuel Jos, Dudley Joseph Thompson...). Parmi les « praticiens », on compte aussi bien des acteurs politiques (Christiane Taubira, Alfred Marie-Jeanne, Garcin Malsa ...) que des responsables associatifs (Serge Chalons, Aldiouma Sissokho...). Dans la mesure où ils rassemblent des experts et des praticiens, les colloques organisés par le CDM constituent des « forums hybrides » (Callon *et al.* 2001) qui croisent forums scientifiques, forums professionnels et forums de la communication politique. Cette hybridation est renforcée par le fait que certains intervenants peuvent avoir plusieurs statuts (universitaire et militant associatif comme Emmanuel Jos par exemple).

Le professeur de droit Emmanuel Jos est sans doute celui qui a le plus compté dans ce processus de médiation. E. Jos a fait la connaissance de Serge Chalons à l'occasion d'émissions relatives à la situation des travailleurs haïtiens en République dominicaine (S. Chalons étant très impliqué à l'époque en tant que médecin dans l'action humanitaire à Haïti et en République dominicaine) :

Lorsque le Comité devoir de mémoire a été créé et qu'il préconisait de reconnaître l'esclavage comme crime contre l'humanité, j'ai été sollicité par M. Serge Chalons afin d'apporter un éclairage juridique. Il se trouve qu'à l'époque je dispensais un cours de DEA sur le droit international pénal. À ce propos j'ai été chargé de rédiger le chapitre de l'ouvrage *Droit international pénal* sur l'esclavage ; ouvrage paru aux éditions Pédone pour la première fois en 2000 et qui vient d'être réédité avec des mises à jour en 2012 » (entretien avec E. Jos, le 20/11/2012).

La contribution d'E. Jos au colloque d'avril 1998 est en soi un modèle de traduction et de médiation, de quasi-formatage de ce qui va devenir la loi Taubira. E. Jos et Christiane Taubira se sont rencontrés à l'occasion des colloques organisés par le Comité devoir de mémoire. Emmanuel Jos mobilise clairement son expertise juridique au service de la cause de la reconnaissance de la traite et de l'esclavage comme crime contre l'humanité. La puissance de sa démonstration consiste à définir un espace de possibles juridiques pour traduire cette reconnaissance dans les termes du droit, compte tenu de la jurisprudence et des contraintes du droit interne ou international et dans un contexte d'extension du crime contre l'humanité à d'autres causes que la Shoah (génocide au Rwanda, nettoyage ethnique en ex-Yougoslavie, reconnaissance du génocide arménien). Il s'agit de se saisir de ce processus d'extension du champ d'application du crime contre l'humanité pour l'appliquer, au prix d'amendements, au cas particulier de l'esclavage. Emmanuel Jos traduit dans le langage du droit ce qui n'est encore qu'une protestation morale et une injonction littéraire-identitaire. Si E. Jos n'a pas participé directement

à la rédaction des motifs et aux articles de loi, le rapport parlementaire de Christiane Taubira fait explicitement référence à ses travaux dans l'exposé des motifs de la loi du 10 mai 2001.

Des résistances du PCF à la reconnaissance juridique de l'esclavage comme crime contre l'humanité

La démonstration précédente atteste du lien privilégié entre des forums littéraires créoles, des réseaux d'expertise principalement antillais et des élus ultra-marins dont certains ont des mandats nationaux comme Christiane Taubira. Les partis politiques métropolitains semblent tout à fait étrangers à ce processus de catégorisation et de publicisation de l'esclavage comme crime contre l'humanité. En somme, une telle reconnaissance serait d'abord une affaire ultra-marine et une préoccupation des « descendants d'esclaves ». Pourtant, après consultation des archives parlementaires, le Parti communiste français a joué un rôle de premier plan dans ce processus, malgré des résistances initiales. L'histoire retiendra surtout l'initiative emblématique de la proposition de loi émanant de Christiane Taubira, au risque cependant d'occulter l'action de députés communistes métropolitains.

Il est en effet frappant de constater que la première proposition de loi relative à la mémoire de l'esclavage émane non d'un élu ultra-marins, mais d'un député communiste métropolitain : Bernard Birsinger¹⁹. Soutenue par le Groupe communiste à l'Assemblée nationale, cette proposition de loi concerne « la célébration de l'abolition de l'esclavage en France métropolitaine » (proposition de loi n° 792). Toutefois cette proposition reste tributaire de la matrice de sens abolitionniste, à la fois dans son intitulé et dans « l'exposé des motifs ». Aucune mention n'est faite du « crime contre l'humanité » pour qualifier l'esclavage. La proposition de loi a été déposée le 31 mars 1998, c'est-à-dire au moment où les autorités officielles s'apprêtent à commémorer le 150^e anniversaire de l'abolition et surtout avant la « marche silencieuse » du 23 mai et le premier colloque organisé par le Comité devoir de mémoire d'avril 1998.

La proposition du député communiste Birsinger fait suite aux débats parlementaires relatifs à l'adoption d'une journée commémorant l'abolition de l'esclavage (loi de juin 1983). Cette loi prévoit en effet une journée commémorative particulière pour chaque DOM, sans qu'une date de commémoration

19. B. Birsinger a été élu maire de Bobigny (en 1995) et député communiste de Seine-Saint-Denis (en 1997), circonscription électorale dans laquelle réside une importante diaspora antillaise. Sur la diaspora antillaise en Métropole, voir les travaux d'A. CÉLESTINE (2010).

nationale sur l'ensemble du territoire n'ait pu être adoptée à cette époque. Les cérémonies entourant les célébrations du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage offrent donc une opportunité pour remettre dans le débat politique cet enjeu commémoratif. En fait, l'initiative émanant du Parti communiste français est plus ancienne.

En consultant les archives du PCF, nous avons pu observer qu'une action en ce sens avait été menée dès 1993, sous l'impulsion de Jean-Claude Gayssot. Cette initiative peut s'expliquer à la fois par l'idéologie anticolonialiste du PCF et par l'ancrage sociologique d'une partie de son électorat (notamment la diaspora antillaise de Seine Saint-Denis)²⁰. Ainsi, profitant de l'imminence du 150^e anniversaire de la première abolition de l'esclavage en février 1994, Jean-Claude Gayssot a transmis une série de lettres²¹. Sensiblement sous le même format, une première lettre a été transmise au Premier ministre Pierre Bérégovoy (le 2 février 1993), puis deux lettres au Premier ministre Édouard Balladur (le 13 septembre 1993 et le 15 février 1994), enfin, une lettre à la ministre déléguée à l'Action humanitaire et aux Droits de l'Homme, Lucette Michaux-Chevry (lettre du 31 mars 1993). Arguant notamment de la dette de la France à l'égard des populations victimes de l'esclavage, Jean-Claude Gayssot se prononce clairement pour l'institution d'une journée nationale commémorant l'abolition de l'esclavage, en laissant ouvert le débat sur le choix de la date : « la date, le contenu de cette journée en métropole sont à débattre. Je pense que les ressortissants des DOM-TOM et leurs associations apprécieraient cette initiative et seraient disposés à en préciser les modalités »²².

Si l'initiative pionnière du PCF mérite d'être soulignée, force est cependant de constater que la formulation de la requête reste encore puisée dans une matrice de sens abolitionniste (il est d'abord question de célébrer l'abolition de l'esclavage). Par ailleurs, aucune mention n'est faite dans ces lettres de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité. La proposition

20. Ce n'est pas un hasard si les deux députés communistes (Jean Claude Gayssot et Bernard Birsinger) les plus en pointe sur la question de la mémoire de l'esclavage ont été élus dans les circonscriptions de Seine-Saint-Denis.

21. Sous une autre modalité, le Groupe communiste à l'Assemblée nationale déposera une proposition de loi (à laquelle il ne sera pas donné suite) le 8 juin 1993 relative à l'instauration d'une journée commémorative pour célébrer l'abolition de l'esclavage.

22. Lettre de Jean Claude Gayssot au Premier ministre Balladur, Paris, le 13 septembre 1993. La seule trace de réponses du Cabinet du Premier ministre tient dans une lettre stipulant que la requête du député sera examinée et transmise au ministère de l'Intérieur. En date du 11 juillet 1994 (CAB/CP : 8303/1 ; V/REF : JLT/CP), le chef de Cabinet du ministère de l'Intérieur répond par la négative à cette requête en s'appuyant sur les dispositions de la loi de 1983 qui prévoient déjà une heure de réflexion dans les établissements scolaires sur la question de l'esclavage et une journée chômée dans les DOM. Le chef de Cabinet

de loi n° 792 de Birsinger reste donc dans la continuité des actions antérieures menées par le Parti communiste français.

Une seconde proposition de loi est déposée toujours à l'initiative du député Birsinger et du Groupe communiste à l'Assemblée nationale le 7 juillet 1998. Désormais la formulation de la loi « tendant à perpétuer le souvenir du drame de l'esclavage » sort du cadrage abolitionniste et s'inscrit ouvertement dans une mémoire qui rend hommage aux victimes. Il n'est toujours pas fait allusion au « crime contre l'humanité » dans l'intitulé de la loi, mais cette notion apparaît clairement et pour la première fois dans « l'exposé des motifs ». C'est ici que l'on peut formuler l'hypothèse selon laquelle la logique interne au jeu parlementaire subit directement le contrecoup de la contre-commémoration associative du 23 mai 1998. Bernard Birsinger fait explicitement référence à cette mobilisation collective et aux revendications du CM98 au cours de son intervention lors de la séance parlementaire du 18 février 1999 :

Ils étaient 25 000 à manifester le 23 mai dernier à l'appel du comité pour la mémoire de l'esclavage. Aujourd'hui, nous n'octroyons pas cette reconnaissance. Nous répondons à leur exigence de devoir de mémoire. À l'occasion d'une réunion organisée le 9 février dernier, à l'initiative de mon groupe, Serge Romana, coordinateur de la marche pour la mémoire des esclaves soulignait que le devoir de mémoire était double. Les associations accomplissent le leur quotidiennement. La République doit s'engager désormais à accomplir pleinement le sien²³.

Comme l'attestent les entretiens que nous avons eus avec Serge Guichard et Serge Romana, le PCF a été le premier soutien politique à la marche du 23 mai, notamment :

par l'intermédiaire de Serge Guichard. Serge ne faisait pas partie du comité de la marche, mais il y avait au sein du comité monsieur Lafond Galou qui était membre du PCF et, si mes souvenirs sont exacts, conseiller ou adjoint au maire à Saint-Ouen. Je crois que c'est le PCF qui a fourni le petit podium sur lequel nous étions à Nation. Par la suite, j'ai eu des contacts avec Serge Guichard et Stéphane Colonneau (qui n'était pas dans le comité). Ils nous ont soutenus pour le combat pour l'obtention du 23 mai. Ce soutien a pris la forme d'une lettre que Marie-Georges Buffet a envoyée en 2005 à Chirac pour

Michel Sappin du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua explique en outre pourquoi l'accord sur une nouvelle date commémorative serait problématique : « À l'évidence, celle du 4 février ne conviendrait pas, le décret de Pluviôse an II ayant été abrogé en 1802. La date du 27 avril, en référence au décret de 1848, présenterait, elle, un autre inconvénient : celui de sa proximité avec la journée nationale du souvenir des victimes et héros de la déportation, que la loi du 14 avril 1954 fixe chaque année au dernier dimanche d'avril. »

23. Archives de l'Assemblée nationale, compte rendu de la séance parlementaire du 18 février 1999, p. 01650.

soutenir la date du 23 mai. Le PC a été très souvent à nos côtés. Ce n'est pas hasard si le 23 mai se déroule à Saint-Denis (et ce même si nous faisons attention à ne pas nous mettre sous la dépendance idéologique d'un parti politique quelconque) (entretien avec Serge Romana, le 26 mars 2013).

Un autre événement témoigne du vif intérêt du PCF pour la mémoire de l'esclavage. Le 25 avril 1998, à l'approche du 150^e anniversaire, le PCF organise une rencontre (à l'initiative notamment de Babacar N'Diongue, communiste d'origine sénégalaise) sur la commémoration de l'abolition de l'esclavage à Paris, sous la présidence de Francis Wurtz (député européen et responsable de la politique internationale du PCF), en présence de Francis Arzalier (historien), d'Elikia M'Bokolo (directeur d'études à l'EHESS) et de Joceline Chipotel (membre du Parti communiste guadeloupéen). Après consultation du programme et des conclusions de cette rencontre rédigées par Francis Wurtz, on peut noter qu'il est question de la singularité de l'esclavage négrier, de l'histoire de son abolition, des luttes anti-esclavagistes, de la mise en œuvre de nouveaux rapports de coopération avec l'Afrique et de l'adoption d'une journée commémorant l'esclavage. Toutefois, à aucun moment dans le texte final, il n'est fait mention de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, alors que cette question figurait déjà dans le débat public au printemps 2008.

L'une des hypothèses pour expliquer ces réticences tient dans la crainte de heurter la « communauté juive » de France²⁴, le crime contre l'humanité étant à l'époque associé au judéocide. Marie-France Astegiani-Merrain²⁵, ancienne membre du bureau national du PCF, a suivi de près l'évolution de la direction centrale du Parti sur cette question :

Il y avait une gêne de la direction centrale par rapport à la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité. Ils savaient que la communauté juive n'en voulait pas de peur de relativiser le génocide commis contre les Juifs. En faisant une proposition de loi en ce sens, le risque était de provoquer une concurrence des victimes. (Entretien avec Marie-France Astegiani-Merrain à Paris le 27 mars 2013).

Cette question reste encore délicate à évoquer au sein du PCF et au cours de notre entretien (ce dont témoignent les nombreuses périphrases pour

24. Par exemple la « communauté juive » de Drancy, municipalité dans laquelle Jean-Claude Gaysot — dont le nom reste associé à la loi de 1990 sur la pénalisation du négationnisme — avait été élu maire en 1997.

25. Née en 1945 en Martinique, aujourd'hui retraitée, ancienne cadre administrative du Conseil général de Seine-et-Marne, Marie-France Astegiani-Merrain, fille et petite-fille de communistes, est toujours membre du Parti communiste français.

évoquer le sujet) où étaient présents également Robert Lalaurie²⁶ ainsi que Serge Guichard²⁷. La reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité a suscité de vives tensions : des membres du PCF, notamment d'origine antillaise, manifestant leur désaccord avec l'orientation officielle de la direction centrale du Parti. Force est donc de reconnaître une ligne de fracture entre la position officielle de la direction centrale du Parti et une partie des militants communistes (d'origine antillaise). Cette ligne de fracture est riche d'enseignements sur les variations du rapport à la mémoire à l'échelle d'un parti politique²⁸. Seule, en effet, une petite minorité de militants mène une réflexion sur la reconnaissance du crime contre l'humanité dès le début des années 1990 :

À l'époque, dès 1992, nous formions un petit groupe encore informel. Je me souviens, on se réunissait souvent au Trocadéro ; nous étions un petit groupe majoritairement antillais, de gauche, beaucoup de Martiniquais. Beaucoup avaient leur carte au PCF. Mais il y avait des liens aussi avec le PPM de Césaire. En 1993, on a commencé à alerter le comité central sur la nécessité de faire quelque chose sur la question de la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité. Mais on s'est heurté à un mur. Notre pression a gagné en ampleur au début de l'année 1998 à l'approche des commémorations du 150^e anniversaire. La direction n'en voulait toujours pas. Mais nous on n'a jamais lâché. (Entretien avec Marie-France Astegiani-Merrain à Paris le 27 mars 2013).

Cette réflexion sur le crime contre l'humanité au sein de ce petit groupe informel de militants communiste métropolitains d'origine antillaise a été très largement stimulée par Marcel Manville²⁹, en relation étroite avec « Le cercle Fanon » (qui se veut « au service de la désaliénation des victimes de l'oppression coloniale »). Avant sa mort en décembre 1998, Marcel Manville a multiplié les interventions dans l'espace public pour problématiser l'esclavage comme crime

26. Robert Lalaurie, aujourd'hui retraité, membre du PCF et ancien secrétaire général de la Mairie de Drancy. Robert Lalaurie a joué un rôle très important dans la mise en œuvre d'échanges et de jumelages entre la ville de Drancy et la ville de Gorée au Sénégal autour d'une réflexion commune sur le crime contre l'humanité et sur deux lieux de mémoire de la déportation (le jumelage officiel entre les deux villes a eu lieu le 27 avril 1998).

27. Serge Guichard, ancien membre du comité exécutif national du PCF, est surtout connu aujourd'hui comme président de l'Association de solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms (ASEFRR).

28. Ce hiatus entre la construction mémorielle à l'échelle du discours officiel du Parti et la construction mémorielle à l'échelle des militants n'est pas nouveau, comme l'a montré, à propos d'autres événements, M.-C. LAVABRE (1994).

29. Marcel Manville (1922-1998) est un avocat communiste martiniquais, co-fondateur du MRAP. Décoré de la Croix de guerre, il s'engage en 1944 dans les forces françaises libres. Compagnon de F. Fanon, il s'engage pour l'indépendance de l'Algérie. Militant nationaliste antillais, il co-fonde le Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme.

contre l'humanité³⁰. Toutefois, son influence s'est ressentie plus tôt dans les petits cercles communistes antillais de métropole. Il y a donc un différend entre une minorité d'intellectuels et de militants communistes d'origine antillaise favorable à la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité et la ligne dominante de la direction centrale du PCF toujours réfractaire.

Une partie de ce « petit groupe informel » se constituera en association dite « Devoir de mémoire » (bien distincte du Comité devoir de mémoire). Elle se donne pour objectif de promouvoir « un devoir actif pour une meilleure connaissance de l'histoire de l'esclavage, du commerce triangulaire, de la traite des Noirs, dont les conséquences sont encore visibles. Cette association œuvrera au devoir de réparation, à la reconnaissance de la traite des Noirs comme crime contre l'humanité, à la promotion de nouveaux rapports de coopération et de respect mutuel entre les hommes et entre les peuples, pour la libération humaine » (déclaration de l'association « Devoir de mémoire » au préfet de police de Paris, le 19 juin 1998). On compte notamment parmi ses membres fondateurs Christian Robert, Henri Malberg, Babacar Ndongue, Marie-France Merrain, Serge Guichard. L'association « devoir de mémoire » est « l'ancêtre » de l'ADEN qui poursuit sensiblement les mêmes objectifs. Née le 21 septembre 2001, à la suite de l'adoption de la loi reconnaissant la Traite et l'esclavage comme crime contre l'humanité, l'ADEN a été fondée par Marcel Rosette, ancien sénateur-maire communiste du Val-de-Marne, aujourd'hui décédé. Elle est présidée aujourd'hui par Marie-France Merrain. L'ADEN s'est notamment illustrée par l'organisation d'un important colloque à Gorée en 2007 (sous le parrainage notamment d'Aimé Césaire, de Paul Vergès, d'Angela Davis, d'Édouard Glissant).

Ce petit groupe informel a toutefois reçu le soutien de quelques cadres du Parti, notamment Serge Guichard et Bernard Birsinger (« nous avons passé des heures dans le bureau de Birsinger pour lui faire part de nos revendications », ajoute Marie-France Astegiani-Merrain, au cours de notre entretien). À cela s'ajoutent les menaces de démission de militants communistes antillais du PCF ; certains d'ailleurs quitteront le Parti, nous confieront Marie-France Astegiani-Merrain et Serge Guichard, face aux réticences de sa direction centrale. Ces soutiens n'ont pas été suffisants toutefois pour inscrire clairement dans la proposition de loi du groupe communiste de juillet 1998 la reconnaissance de ce crime. On observe plutôt des hésitations qui témoignent de ces divisions internes : d'un côté, la référence au crime contre l'humanité dans « l'exposé des motifs » ; de l'autre, son euphémisation dans l'intitulé de la proposition de loi qui parle de « drame de l'esclavage » en lieu et place du « crime contre l'humanité ».

30. Par exemple, dans une tribune « Périssent les colonies » (MANVILLE 1998 : 16-17).

Il faudra attendre une troisième étape, le 22 décembre 1998, pour que le PCF se lance davantage dans la bataille lorsque trois députés communistes de la Réunion, Huguette Bello, Elie Hoarau et Claude Hoarau déposent une proposition de loi (n° 1302) relative « à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crime contre l'humanité ». Encore que la proposition de loi ne soit signée au départ que des trois députés communistes réunionnais, et non de l'ensemble du Groupe communiste à l'Assemblée nationale, le Groupe communiste, et surtout Birsinger, sera certes par la suite l'un des soutiens de poids de la proposition de loi sur la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité (y compris sur la question des réparations). Mais il y a encore, en cette fin d'année 1998, des hésitations de la direction centrale du Parti à s'associer à cette nouvelle proposition législative. Ce sont une nouvelle fois des communistes ultra-marins distincts du PCF — ici des communistes réunionnais (membres du PCR fondé par P. Vergès) — qui ont pris clairement l'initiative, en même temps que Christiane Taubira.

La postérité associera la reconnaissance de l'esclavage et de la Traite comme crime contre l'humanité à la proposition de loi n° 1297 déposée par Christiane Taubira le 22 décembre 1998. On oublie pourtant qu'il ne s'agit que de la dernière étape d'un processus qui commence au printemps 1998. Au cours d'un entretien accordé à Curiosphere.tv, Christiane Taubira reconnaît qu'elle a été sensibilisée relativement tardivement à la reconnaissance juridique de l'esclavage comme crime contre l'humanité, suite à la rencontre de milieux associatifs au cours de l'année 1998 (dont le Comité devoir de mémoire). Néanmoins, elle confesse en même temps que cette sensibilisation n'était pas gagnée d'avance : « Ce qui m'a conduit malgré mes fortes réticences et même mon agacement au début à rédiger une proposition de loi et à demander cette parole, dont je n'avais aucun besoin personnellement mais qui m'a paru indispensable »³¹. Le travail mené par les entrepreneurs de mémoire de l'esclavage en amont — qu'il s'agisse du Comité devoir de mémoire, du Comité unitaire pour une commémoration de l'esclavage, des élus nationalistes ultra-marins — a produit des effets certains sur celle qui va devenir la figure emblématique de la proposition de loi. Si le formatage de la proposition de loi initiale a été largement élaboré, comme on l'a vu, par les juristes du Comité devoir de mémoire (Ledoux 2012 : 123), il reste à Christiane Taubira et à ses collègues à faire accepter au gouvernement et à la « majorité plurielle » une proposition qui n'est pas vraiment en concordance avec la mémoire abolitionniste encore prédominante au cours des commémorations officielles de 1998.

31. Entretien avec Christiane Taubira : <<http://www.curiosphere.tv/esclavage/comprendre/interview-christine-taubira-deputee-de-la-guyane.html>>. Consulté le 15/11/2014.

Les coalitions parlementaires des élus ultra-marins et des élus communistes

Si Christiane Taubira a fini par acquérir une légitimité auprès de certains milieux associatifs et d'élus ultra-marins pour porter cette loi, si elle bénéficie d'une certaine visibilité politique à l'époque, elle n'occupe pas cependant de position dominante au sein de la majorité plurielle. La députée de Guyane rencontre alors des oppositions au sein de son propre camp, la crainte étant toujours la comparaison problématique avec le judéocide et une démystification du roman national républicain. Le problème qui s'est posé au sein du Parti communiste se repose au sein du Parti socialiste. Au cours d'un entretien réalisé avec l'historien Sébastien Ledoux, Christiane Taubira relate le fait que des collègues socialistes lui ont proposé d'adopter un article unique sur le modèle de la loi portant reconnaissance du génocide arménien. Ce qu'elle refuse : « Je résiste car pour moi il y avait à aborder dans cette loi l'aspect éducatif, culturel et économique. C'est là que je rencontre le terme "devoir de mémoire" de l'État français et que je vais l'utiliser [...]. En utilisant ce concept de devoir de mémoire, je réponds à des interrogations, des réticences. Je réponds à l'inquiétude et à l'interrogation de certains députés » (Ledoux 2012 : 124).

Christiane Taubira a joué ainsi une fonction de médiatrice incontournable entre, d'un côté, les espaces littéraires créoles, les forums d'expertise, les mouvements associatifs, les mobilisations collectives et, de l'autre, les espaces parlementaires dans lesquels prédomina encore une mémoire abolitionniste à la veille de la discussion du projet de loi. L'adoption à l'unanimité de la proposition de loi ne doit pas seulement à la ténacité de Christiane Taubira, même si son engagement personnel sera largement salué par ses collègues. Plusieurs acteurs vont permettre le ralliement progressif d'une partie de la majorité dite plurielle à la proposition de la députée. D'une part, Christiane Taubira a bénéficié du soutien de ce qu'elle appelle elle-même des « faiseurs d'opinion de gauche » :

J'ai déposé la première version de la proposition de loi en 1998. Cela a plutôt bien marché dans un premier temps : très vite des faiseurs d'opinion de gauche tels que Jack Lang ou Laurent Fabius m'ont dit que c'était une très bonne idée. J'ai dû néanmoins beaucoup me battre durant 2 ans et demi, à l'Assemblée et au Sénat, pour que cette loi soit finalement adoptée à l'unanimité le 10 mai 2001³².

32. <<http://www.curiosphere.tv/esclavage/comprendre/interview-christine-taubira-deputee-de-la-guyane.html>>. Consulté le 15/11/2014.

D'autre part, la proposition de loi de Christiane Taubira sera ardemment défendue par les autres élus ultra-marins en séance publique à l'Assemblée nationale (notamment Léo Andy, Daniel Marsin, Camille Darsières, Michel Tamaya, Henry Jean-Baptiste, Ernest Moutoussamy, Anicet Turinay) et au Sénat (Lucette Michaux-Chevry, Georges Othily, Claude Lise, Paul Vergès), sans compter les élus communistes métropolitains, comme on va le voir. Enfin, le Premier ministre « était plutôt favorable, sauf la question des réparations »³³. C'est Marc Vizio (principal relai de Taubira auprès du Premier ministre) alors Conseiller technique pour l'outre-mer de Jospin, qui a œuvré auprès du Premier ministre pour mettre la proposition de loi à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale (le 18 février 1999).

La proposition initiale de la loi rapportée par Christiane Taubira s'est toutefois heurtée à une série de résistances dès le travail de discussion en Commission des lois de l'Assemblée nationale. La volonté du rapporteur de faire une loi sur l'esclavage sur le modèle de la loi Gayssot³⁴ rencontre dès cette étape des objections importantes, venant principalement de députés RPR (notamment Robert Pandraud et Richard Cazenave). Une première modification d'importance de la proposition initiale concerne précisément la suppression des dispositions relatives à l'extension de la loi Gayssot. La justification officielle de cette suppression est de nature juridique pour autant que ces dispositions, parce qu'elles sont susceptibles de remettre en cause la liberté d'expression, pourraient être jugées non conformes à la Constitution. À travers cette objection juridique, il y a également la volonté politique et morale de parlementaires de sanctuariser la mémoire de la Shoah. En substitution, la Commission « a adopté un article ouvrant la possibilité aux associations défendant la mémoire des esclaves de se constituer partie civile en cas d'incitation à la haine et à la discrimination raciales, de diffamation et d'injure ; ces infractions permettent en effet de sanctionner la plupart des éventuels propos remettant en cause les atrocités de l'esclavage »³⁵.

En second lieu, la Commission a modifié le contenu initial de l'article 5 qui prévoyait la création d'un comité chargé de déterminer les conditions du préjudice subi et des réparations. C'est Christiane Taubira elle-même qui

33. Entretien avec Marc Vizio le 26 octobre 2012 à l'Élysée.

34. Au vu du rapport initial présenté par C. Taubira (rapport n° 1378 enregistré le 10 février 1999 à l'Assemblée nationale, Archives de la XI^e législature), il ressort que l'« intention » initiale du rapporteur visait clairement à adopter les dispositions de la loi Gayssot pour y inclure l'esclavage, c'est-à-dire créer un délit de négationnisme de l'esclavage.

35. Archives de l'Assemblée nationale, rapport n° 1378 établi par Christiane Taubira-Delannon au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 février 1999.

censure, dans son rapport, sa propre proposition de loi, sachant que le Premier ministre ne la suivrait pas sur ce point. La question épineuse des réparations présentait un double problème aux yeux du gouvernement : d'une part, pointer explicitement des responsabilités dans le commerce de la Traite et de l'esclavage, d'autre part, s'engager dans un registre financier d'indemnisation matérielle qui ouvrirait une boîte de Pandore impossible à refermer.

Si les controverses dans les deux assemblées parlementaires recourent largement le clivage traditionnel droite/gauche, elles peuvent dans certains cas les transcender. D'une part, le Groupe communiste, souvent de concert avec des élus d'outre-mer, s'est opposé au Gouvernement (représenté en séance par la Garde des sceaux, Elisabeth Guigou et le secrétaire d'État à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne) sur certaines dispositions, notamment sur la question des réparations. D'autre part, les élus d'outre-mer — les plus présents et les plus dynamiques dans les deux Chambres — même affiliés à des partis de droite, font généralement front commun pour soutenir la proposition de loi. Entre, par exemple, le député RPR de Martinique Anicet Turinay et le député RPR Robert Pandraud, se creuse un véritable abîme qui fait que la parole publique du premier se retrouve de fait plus proche des élus-marins de gauche. La reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité a permis précisément de transcender les clivages politiques habituels entre départementalistes et nationalistes. Certes, on retrouve dans la rhétorique de certains élus associés à des partis autonomistes et communistes (Camille Darsières, Paul Vergès, Alfred Marie-Jeanne...) une matrice mémorielle qui fait honneur aux luttes anti-esclavagistes. La nouveauté consiste cependant pour ces élus à mettre davantage l'accent sur un cadrage de sens qui rend hommage aux victimes de l'esclavage. Alfred Marie-Jeanne rappelle, par exemple, que le Conseil régional de la Martinique qu'il préside « a devancé le Parlement en adoptant à l'unanimité le 10 juillet 1998 une résolution déclarant l'esclavage et la traite comme crime contre l'humanité »³⁶.

À l'Assemblée nationale, en première lecture du texte de loi, la discussion porte plus spécifiquement sur trois objets de désaccord. En premier lieu ressurgit la question des réparations qui avait déjà fait l'objet des débats en Commission : celle-ci avait décidé de retirer la mention des « préjudices subis et de l'examen des conditions de réparations » en modifiant l'article 5 initial. Le débat est relancé suite au dépôt d'un (onzième) amendement par le député communiste B. Birsinger et le député communiste guadeloupéen E. Moutoussamy pour rétablir l'article initial. De nouveau, les élus

36. Rapport n° 1378 établi par Christiane Taubira-Delannon au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 10 février 1999, p. 01649.

ultra-marins et les élus communistes sont les plus actifs dans la défense de la proposition de loi initiale. Même si la réparation, dans l'argumentaire de Birsinger, n'est pas pensée en termes matériels, une telle mention ayant été rejetée en Commission des lois par le Rapporteur (Christiane Taubira) qui est pourtant à l'origine de l'article : « La commission a repoussé cet amendement. Cette idée était contenue dans le texte original et il n'y a pas eu un débat sur ce point. Les discussions ont fait apparaître que l'ambiguïté demeurait très forte et que, par ailleurs, il s'agissait d'un vocabulaire très marqué en législation civile »³⁷. Le Gouvernement, par l'intermédiaire de la Garde des sceaux, lui emboîte le pas pour repousser définitivement l'amendement : « Je ne crois pas non plus que l'on puisse se situer dans une perspective d'indemnisation qui, en pratique, serait impossible à organiser en raison de la manière dont cette traite s'est déroulée et du temps qui s'est écoulé »³⁸.

En second lieu, le désaccord porte sur l'article 2 de la proposition initiale : « Les programmes scolaires et les programmes de recherche en histoire accorderont à la plus longue et à la plus massive déportation de l'histoire de l'humanité la place conséquente qu'elle mérite. » Le désaccord est placé sur un terrain juridique : les programmes scolaires relèvent du domaine réglementaire, en vertu des articles 34/37 de la Constitution de 1958, et non du domaine de la loi. Déjà formulé par des députés de l'opposition en commission et à l'Assemblée nationale, cet argument est repris en séance par la Garde des sceaux qui demande à retirer l'article 2. Invitée à se prononcer, Christiane Taubira est prête à céder à l'objection juridique d'E. Guigou. Sous la pression encore de députés communistes et de députés d'outre-mer, C. Taubira conditionne la suppression de l'article « si le Gouvernement s'engage solennellement à prendre des dispositions et à mettre en place des moyens pour, dès l'adoption du texte, aller rapidement et efficacement dans le sens que nous souhaitons »³⁹. Malgré l'engagement pris par la ministre, il n'est pas de nature à satisfaire les députés communistes et ultramarins. À la question adressée par le président de l'Assemblée nationale à C. Taubira pour savoir si elle maintenait l'article 2, on entend, dans l'hémicycle, avant même sa réponse, un concert de « oui » qui se répand sur le banc des députés communistes. Christiane Taubira décide alors de maintenir l'article 2 qui, après la séance de vote, est adopté, contre l'avis du Gouvernement.

Les modifications apportées au texte de loi par les deux assemblées (au cours des deux lectures pour chaque assemblée de 1999 à 2001) reprennent

37. Rapport n° 1378, p. 01659.

38. Rapport n° 1378, p. 01659.

39. Rapport n° 1378, p. 01660.

la plupart des controverses en commission (la question des réparations), en abandonnent certaines (l'extension de la loi Gayssot), en ajoutent d'autres (la question de la spécificité de l'esclavage moderne, la question des programmes scolaires, le choix de la date commémorative). Du fait des rapports de force politiques différents entre les deux chambres (majorité de la « gauche plurielle » à l'Assemblée nationale, majorité de droite au Sénat), l'ampleur des amendements n'est pas de même nature d'une chambre à l'autre : modifications de certaines dispositions litigieuses à l'Assemblée nationale, refonte entière du texte de loi au Sénat. L'essentiel des modifications a eu lieu au cours de la première lecture. En seconde lecture, l'Assemblée nationale a repris ses dispositions initiales sans tenir compte des amendements des sénateurs. Le Sénat, n'ayant pas le dernier mot, a avalisé en seconde lecture le 10 mai 2001 le texte de loi de l'Assemblée nationale.

Alors que domine jusqu'en 1998 une mémoire officielle centrée sur l'autocélébration de la République abolitionniste, la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité permet l'instauration d'une mémoire officielle qui rend hommage aux victimes de l'esclavage. La labélisation et la problématisation de l'esclavage en ces termes se réalisent initialement en dehors des enceintes parlementaires et des appareils partisans métropolitains. C'est au sein de forums littéraires, d'associations antillaises que se font jour des mémoires alternatives de l'esclavage, la reconnaissance du crime contre l'humanité constituant son point de cristallisation. C'est également au cœur de ces espaces publics que des rencontres, surtout à partir de 1998, se déroulent entre écrivains créoles, professionnels du droit et élus ultra-marins, dont certains joueront un rôle capital au moment de la mise à l'agenda parlementaire de la proposition de loi.

Au cours de ce processus, le Parti communiste français occupe une place paradoxale. D'un côté, il œuvre indéniablement (notamment par l'entremise de Jean-Claude Gayssot), avant même les célébrations de 1998, pour adopter une date de commémoration nationale de l'abolition de l'esclavage. D'un autre côté, la ligne officielle du Parti fait montre de résistances à la reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, et ce pour mieux sanctuariser la mémoire de la Shoah. Cette mémoire officielle partisane se heurte toutefois à une partie des militants du PCF, dont beaucoup d'origine antillaise, qui souhaitent ardemment cette reconnaissance. Il faut surtout attendre le printemps 1998, suite aux mobilisations collectives des « descendants d'esclaves », pour

que les résistances de la direction centrale du PCF s'estompent. C'est à partir de ce moment que les parlementaires communistes sont les plus actifs — avec les élus ultra-marins — pour mettre à l'agenda et adopter la loi qui reconnaît l'esclavage et la Traite comme crime contre l'humanité.

CEMS, IMM, EHESS, Université de Poitiers, Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage.

BIBLIOGRAPHIE

- BONNIOL J.-L., 1992, *La couleur comme maléfice*, Paris, Albin Michel.
- CALLON M., BARTHES Y. & LASCOUMES P., 2001, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Éditions du Seuil.
- CÉLESTINE A., 2010, « Mobilisation et identité chez les Antillais de France. Le choix de la différentiation », *Asylon(s)*, 8, <<http://www.reseau-terra.eu/article946.html>>.
- CHÉVRIER J. (DIR.), 2000, *Poétiques d'Edouard Glissant*, Paris, Presses de l'Université de Paris-Sorbonne.
- CHIVALLON C., 2012, *L'esclavage, du souvenir à la mémoire*, Paris, Karthala.
- COTTIAS M., 1997, « "L'oubli du passé" contre "la citoyenneté" : troc et ressentiment à la Martinique (1848-1946) », in F. CONSTANT & J. DANIEL (dir.), *1946-1996, Cinquante ans de départementalisation outre-mer*, Paris, L'Harmattan : 309-311.
- FLEMING C., 2012, « White Cruelty or Republican Sins ? Competing Frames of Stigma Reversal in French Commemorations of Slavery », *Ethnic and Racial Studies*, 35 (3) : 488-505.
- GROSS A., 2012, « All Born to Freedom ? Comparing the Law and Politics of Race and the Memory of Slavery in the U.S. and France Today », *Southern California Interdisciplinary Law Journal*, 21 (3) : 523-558.
- GUEYE A., 2011, « Memory at Issue : On Slavery and the Slave Trade among Black French », *Canadian Journal of African Studies/La Revue canadienne des études africaines*, 45 (1) : 77-107.
- GUSFIELD J., 2009, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, trad. et postface de D. Cefai, Paris, Economica.

- HOWARD-HASSMANN R., 2004, « Reparations to Africa and the Group of Eminent Persons », *Cahiers d'Études africaines*, XLIV (1-2), 173-174, <<http://etudesafricaines.revues.org/4543>>.
- JOBERT B., 1994, « Le retour du politique », in B. JOBERT (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan : 9-20.
- KINGDON J-W., 1984, *Agendas, Alternatives and Public Policies*, Boston (Mass.), Little, Brown & Co.
- LAVABRE M.-L., 1994, *Le fil rouge : sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de Sciences Po.
- LEDoux S., 2012, « “Le devoir de mémoire”, fabrique du post-colonial ? Retour sur la genèse de la “loi Taubira” », *Cahiers d'histoire, revue d'histoire critique*, 118 : 117-130.
- MANVILLE M., 1998, « Périissent les colonies », *Le Monde Diplomatique*, avril : 16-17.
- MICHEL J., 2015, *Devenir descendant d'esclave. Enquête sur les régimes mémoriels*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (« Res publica »).
- MÜLLER P., 2005, « Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. Structures, acteurs et cadres cognitifs », *Revue Française de science politique*, 55 (1) : 155-188.
- ROUSSEL V., 2010, « Les “victimes” : label ou groupe mobilisé ? Éléments de discussion des effets sociaux de la catégorisation », in S. LEFRANC & L. MATHIEU (dir.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes : 101-113.

RÉSUMÉ

L'instrument juridique du crime contre l'humanité a contribué à modifier la mémoire officielle de l'esclavage au titre d'une reconnaissance de la souffrance des victimes. D'une part, l'objectif de cet article est d'analyser les espaces de labellisation et de problématisation de l'esclavage comme crime contre l'humanité au sein de forums littéraires créoles et d'associations antillaises (à partir de 1998). D'autre part, il s'agit d'étudier le rôle équivoque, comme obstacle et comme promoteur, du Parti communiste français dans la mise à l'agenda parlementaire de la loi qui reconnaît l'esclavage et la traite négrière comme crime contre l'humanité (1998-2001).

Mots-clés : France, Outre-mer, Christiane Taubira, crime contre l'humanité, esclavage, loi Taubira, mémoire, Parti communiste français, reconnaissance, victime.

ABSTRACT

The Role of French Caribbean Associations and the French Communist Party in the Recognition of Slavery as a Crime Against Humanity. — The legal instrument of the crime against humanity has contributed to transforming the official memory of slavery as a recognition of the victims. On one hand, the aim of this article is to analyze the spaces of categorization and problematization of slavery as a crime against humanity in Creole literary and Caribbean associations (from 1998). On the other hand, the paper studies the equivocal role, as obstacle and promoter, of the French Communist Party in putting on the parliamentary agenda the law which recognizes slavery and the slave trade as a crime against humanity (1998-2001).

Keywords: France, Overseas Territories, Christiane Taubira, crime against humanity, French Communist Party, memory, recognition, slavery, the Taubira Law, victim.